

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

La Bressola.
Contreverse

p.7

• **Hommage**

Les fusillés de Chateaubriant p.5

• **Campagne PCF**

Premières rencontres p.8

Train des primeurs

Aller plus loin !

2 € - N°3901 - Semaine du 29 octobre au 04 novembre 2021





**Les idées à bras
le corps**

C'est le moment. Pour ceux qui le veulent bien. C'est aussi le moment pour les autres, qui se sont mis en retrait de la vie démocratique, qui se taisent et s'écartent. Et qui s'abstiennent... Exclus, méfiants, « dégoûtés ! ». C'est le moment d'échanger, de débattre, d'argumenter, d'apprendre, d'écouter, de soumettre aux autres, de confronter, de proposer. Loin de toute démagogie. Sans aucun doute, pour les millions de concitoyens que nous sommes, c'est le moment d'exister, pleinement. Et c'est heureux. Quelques exemples et quelques questions viennent immédiatement à l'esprit.

Les inégalités. Le monde, les pays, la France ont-ils vocation à se développer en creusant à ce point les inégalités entre les peuples et entre les personnes ? La « fatalité » a-t-elle quelque chose à voir avec ça ? Les chiffres existent pourtant, indiscutables : depuis des décennies, le fossé s'élargit entre pauvres et riches dans des proportions importantes. Faudrait-il continuer ainsi ? On sent bien, là, que le débat doit s'engager entre tous, vraiment, sur cette question d'avenir. Les domaines des salaires et d'une fiscalité vertueuse se poseront, nécessairement. Le niveau de pauvreté est à ce jour devenu insupportable.

La réindustrialisation. Depuis une trentaine d'années, l'État n'a pas voulu intervenir lors de fermetures d'entreprises vitales, ni soutenir l'activité quand elle en avait besoin. Les délocalisations « financières » se sont alors multipliées, les abandons (sidérurgie, Alstom et autres) se sont multipliés, engraisant les actionnaires, abandonnant les salariés, mettant en danger l'indépendance nationale et augmentant les émissions de Gaz à effet de serre (GES) dans les transports. Ceux d'aujourd'hui qui disent vouloir relocaliser étaient aux affaires, il n'y a pas si longtemps. Le débat s'impose, entre tous, au grand jour, en y incluant les possibles et nécessaires nationalisations.

Les services publics. Ces activités qui nous appartiennent, aux riches comme aux pauvres, aux ruraux comme aux citadins, ces services qui organisent l'égalité entre tous, sont peu à peu démantelés, affamés, « squelettisés » jusqu'à devenir inopérants ou presque. L'école, la santé, les finances publiques, La Poste... Doit-on se les réapproprier, pour répondre aux besoins, partout et pour tous ?

Enfin, l'environnement. L'air, l'eau, les sols, les forêts, l'agriculture de demain, l'énergie pour demain méritent eux aussi des débats contradictoires de qualité, dénués de démagogie. Pour l'instant, on peut remarquer que rien n'est dit sur la maîtrise publique, ni sur la perversité des intérêts privés dans le domaine de l'énergie. Les communistes portent la proposition d'un grand secteur public. Nous avons tous le devoir d'intervenir et de nous y intéresser.

Des exemples, donc. Vous l'aurez compris, il y en a beaucoup d'autres. Me viennent à l'esprit la dignité et la fraternité...

Annonces

Vente des produits SCOP-TI/1336

Vendredi 29 octobre de 16h30 à 18h30 - 44, avenue de Prades à Perpignan.

Réunion d'information sur le projet départemental de complexe routier pour Céret et ses environs

Vendredi 29 octobre à 18h - Foyer rural de Maureillas-las-Illas.

Manifestation nationale des retraités à Paris

Jeudi 2 décembre.

(s'inscrire avant le 15 novembre auprès de Gérard Ribes au 06 48 99 52 34 ou Margot au 06 60 67 97 86)



Dimanche 7 novembre à partir de 17h00 Parc ÉCOIFFIER à ALÉNYA

Vins primeurs et animation musicale



Voyage-Surprise Orkestär

Conférence de l'UPTC du 29 octobre avec Serge Regourd reportée.

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et député du Nord, candidat à l'élection présidentielle, publie un livre pour se présenter et avancer les premières propositions qu'il souhaite verser au débat.

Un livre à lire et faire lire absolument.

**Ma France
Heureuse, solidaire et digne**

Ce livre, au prix unitaire de 16,50 €, est à commander auprès de la fédération du PCF 66 fede66@66.pcf.fr, les chèques doivent être à l'ordre de « ADF PCF 66 » et envoyés à Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.



Surprise !

L'équipe « Oui au Train de Nuit 66 » s'est invitée à l'inauguration de nouveau train des primeurs à Saint-Charles vendredi 22 octobre.

Le Premier ministre, M. Castex, a pu constater cette présence et les préoccupations du collectif lui ont été transmises ainsi qu'à M. Farandou, le PDG de la SNCF.

Il s'agissait de rappeler que le train de nuit Paris-Port Bou roule actuellement grâce à une aide de la Région alors qu'il nécessiterait une pérennisation nationale comme les autres trains de nuit. Par ailleurs ce train n'est disponible que les week-ends et les jours des vacances scolaires. Le collectif réclame le retour à notre

train de nuit quotidien toute l'année car il y a une demande des voyageurs qui ne sont pas seulement des vacanciers. En effet il permet d'arriver tôt et en plein cœur de la capitale, ce que ne permet pas ni l'avion ni le TGV, à moins de partir la veille. De plus le train quotidien permettrait une amélioration des horaires car depuis son retour, il part plus tôt et arrive plus tard dans notre sud.

Enfin l'accent a été mis sur l'investissement nécessaire pour renouveler les voitures couchettes, afin de tenir les engagements que le gouvernement a pris avec l'annonce de la création de 10 lignes supplémentaires de trains de nuit.

Les demandes du collectif ont également été portées auprès de nos députés au moment où des votes sur les investissements dans les transports écologiques sont examinés à l'Assemblée Nationale.

Le TC Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€ Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC: abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

<p>Le Travailleur Catalan</p> <p>44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039</p>	<p>Gérante / Directrice de publication Eulalie Arabia</p>	<p>© Delgé Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)</p>
	<p>Administrateur Remi Cathala</p>	<p>Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault</p>
	<p>Maquette Priscilla Beauclair</p>	<p>Publicité Richard Siméon</p>
	<p>Une : ©Georges Bartoli, Delphine Claireau, Jean Pouech.</p>	
	<p>Illustrations :</p>	

Le retour du train des primeurs

Un petit gâteau mais pas de cerise !



Des cheminots venus de toute la France ont fait le déplacement jusqu'au fret ferroviaire de Saint-Charles pour célébrer le retour du train des primeurs.

Si le gouvernement et son premier ministre pensaient calmer les ardeurs de celles et ceux qui se battent pour que le train des primeurs (Saint-Charles – Rungis) revienne en répondant aux vrais enjeux et besoins, ils en sont pour leurs frais. En effet, jeudi 21 octobre veille des annonces faites par Jean Castex, cheminots et militants CGT, élus de la Région, Département, partis politiques de gauche dont le PCF, se sont montrés unanimes pour saluer la mobilisation populaire, syndicale et politique qui a permis le retour du train repeint en blanc, mais avec beaucoup de réserve sur « la formule » choisie à 12 wagons. Ce train « ne doit pas être celui de la campagne électorale d'Emmanuel Macron mais celui de la campagne catalane et de ses agriculteurs ». Stupidité d'un arrêt du fret de juillet à octobre au moment où nos maraîchers et fruitiers sont en pleine récolte, retour à vide de Rungis, 12 wagons alors que l'on peut en accrocher plus du double, refus de « marier » le combiné et le conventionnel, prise de décision du gouvernement sans la moindre concertation avec les syndicats, les acteurs politiques de la Région et du Département, le monde agricole et celui des chargeurs, absence de politiques commerciales sur le terrain pour « vendre » l'usage du train des primeurs... autant d'éléments qui font craindre le caractère éphémère et électoraliste de ce retour pourtant apprécié. Personne n'est dupe non plus sur les risques de transfert de cette ligne de fret vers Le Boulou ou pire vers Barcelone ce qui dans les deux cas condamnerait Saint Charles à Perpignan. Pas plus Laurent Brun, patron national des cheminots CGT, que Philippe Martinez, secrétaire national de ce syndicat, présents jeudi à Perpignan ne sont dupes : « Nous ne boudons pas cette victoire qui est celle de la mobilisation mais il faut relancer dans l'immédiat 200 trains de même type en France ». Ce ne serait qu'un début car si on veut vraiment agir sur l'environnement et peser sur le réchauffement climatique, c'est vers les 1000 convois en France qu'il faut tendre.

La rédaction

Conférence de presse du syndicat CGT

Le rassemblement du jeudi 21 octobre a célébré le retour du train des primeurs sur les rails. Un retour attendu après plus de deux ans de suspension de l'activité et de luttes pour convaincre le gouvernement de l'utilité de ce transport de marchandise, à l'heure où la transition écologique n'est plus une option. La suppression du transport des fruits et légumes par voie ferroviaire, revenait à mettre des milliers de camions sur les routes. Une aberration que les cheminots, la CGT et les citoyens n'ont eu de cesse de dénoncer.

Une mobilisation festive et revendicative

Julien Berthélémy, secrétaire départemental de la CGT, lors de la conférence de presse qui s'est tenue sur le quai du fret ferroviaire, a exprimé sa satisfaction de voir aboutir positivement la lutte qui a été menée : « Nous n'allons pas cacher notre plaisir. Nous avons mené la mobilisation avec les cheminots, les citoyens, les associations... La CGT a été lanceuse d'alerte, et les salariés se sont mobilisés. Cette journée restera une journée revendicative sur le retour et le développement du train des primeurs, mais elle sera aussi une façon de fêter, avec les cheminots, sa remise en circulation. »

Laurent Brun, secrétaire général de la fédération CGT cheminot, a rappelé que le Fret vient de subir presque 20 ans de dégradation continue : « La

relance dans ce contexte est assez extraordinaire. Ces trois ans de luttes ont été ponctués de moments où le gouvernement, d'abord, refusait d'intervenir, faisant finalement des promesses en les reportant sans cesse. Il a fallu que nous prouvions chaque fois qu'il n'y avait aucune raison valable pour ne pas relancer le train. Nous nous sommes mobilisés également afin d'empêcher le découpage de la SNCF. Les mobilisations locales, qui n'ont jamais cessé, ont énormément compté dans cette bataille. »

« Il faut mille trains fret vers Rungis ! »

Il explique cependant que les 12 wagons ne sont qu'un début et qu'il faut relancer 1000 trains vers Rungis d'ici 2050. Si l'activité doit repartir, il faut qu'il y ait des commerciaux sur les sites pour adapter l'offre et travailler en synergie avec ceux qui gèrent et assurent le chargement. « Il est incompréhensible que ni l'État, ni la SNCF ne répondent à cette nécessité. Dans les 4 ou 5 millions de subventions prévues, cela ne serait pas un énorme investissement. Il y a encore des batailles à mener pour développer et pérenniser ce train. L'État doit mettre en place un vrai maillage cohérent pour le transport des fruits et légumes en France en faisant en sorte que le train ne soit jamais vide. » Il a ensuite reproché au gouvernement de ne pas s'entourer des bons interlocuteurs. Pour le moment c'est un



De g. à d. Les représentants CGT, Serge Ragazzacci, Julien Berthélémy, Laurent Brun, Philippe Martinez, Fabienne Giardina Lournau, Sébastien Mourgues.

train sur mille qui est remis en fonction. Il leur faut donc se battre pour les 999 restants.

Revenir à un système public national

Philippe Martinez, secrétaire général de la confédération générale du travail, a insisté sur le fait que ce premier train doit en amener d'autres, d'autant que ce mode de transport s'inscrit pleinement dans le plan d'investissements annoncé par le président de la République. « Le ferroviaire c'est des dizaines de milliers d'emplois dans l'industrie. Si le gouvernement et le président ont vraiment des ambitions pour ce pays, cela doit être pris en compte dans la part d'investissement. On ne manquera pas d'interpeller à nouveau le Président et le Premier ministre. » Il poursuivait, précisant que la CGT encourage aujourd'hui les autres syn-

dicats à s'impliquer dans cette bataille du rail : « La CGT, dans son ensemble, ne pourra pas être la seule force syndicale à porter ces sujets là (...). Les élus politiques ont participé aux débats à l'assemblée en évoquant le budget des transports. Il faut se poser la question de pourquoi on ne progresse pas en ce sens. Chacun peut le constater, le système concurrentiel détériore la mise en place de solutions pérennes. Certaines stratégies qui sont applicables pour le transport en camion ne le sont pas pour le ferroviaire. Cela ne peut pas être soumis en permanence aux aléas de la concurrence. Il faut revenir à un système public national ! Aujourd'hui la solution serait de demander à la SNCF de développer le ferroviaire et de se poser la question de la rentabilité après », a ainsi clôturé Laurent Brun.

Propos recueillis par Priscilla Beauclair

À la suite de la manifestation sur les quais, certaines déclarations marquent l'engagement. Celle des communistes au Conseil régional confirme un combat déjà ancien et installé, regrette la mise à l'écart des parties concernées et pose pour l'avenir des objectifs à atteindre.

Groupe communiste au Conseil régional

Le train primeur reprend du service : une très bonne nouvelle !

C'est une victoire des cheminots, notamment de la CGT, ainsi que des usagers et des élus locaux. Pour nous, c'est la concrétisation d'une mobilisation sans faille (...). Pour autant, nous regrettons que le processus de concertation et de travail avec toutes les parties prenantes, qui avait été initié par la Région Occitanie, ait été interrompu par le ministère : pas de concertation avec la Région, ni avec les syndicats, les opérateurs et les fournisseurs. Aujourd'hui marque donc la reprise avec un train conventionnel de douze wagons entre les deux marchés. C'est une bonne chose, mais il faut ampli-

fier le nombre de wagons et investir dans la durée. Des questions restent ouvertes. L'État considère qu'il faut compenser le coût du ferroviaire (...). Cela conforte ce que nous portons depuis des mois : c'est à l'État de financer cette compensation légitime. Nous considérons aussi indispensable de réunir toutes les parties prenantes du dossier et d'avoir des informations sur le fret possible pour le voyage retour vers l'Occitanie (...). Il est nécessaire d'engager un travail pour pérenniser une liaison ferroviaire permanente entre le marché Saint-Charles et le marché de Rungis. Pour cela, il est pertinent qu'il y ait du fret sur le retour entre l'Île de France et l'Occitanie (...). L'ensemble des marchandises traitées par le marché Saint Charles est très au-delà des douze wagons, mais la production départementale est trop peu concernée par le transport ferroviaire. Les produits Bio consommés en Île de France transitent essentiellement par la route, en camion diesel ! (...). La relance du fret ferroviaire ne doit pas être un slogan (...). C'est ce que nous avons exprimé lors d'un temps de travail avec le secrétaire de la CGT et celui de la CGT cheminots. Il a montré une convergence de vue sur ce dossier (...).

Pierre Lacaze, président du groupe Jean Luc Gibelin, Vice-président chargé des mobilités



Rencontre entre les élus de la région Occitanie, du Conseil départemental et les syndicalistes CGT.

Alternatiba 66

Nous saluons le timide retour du train des primeurs

Alternatiba 66 est heureuse de fêter la réussite d'une lutte et le grand retour sur les rails du train des primeurs !



Des militants d'Alternatiba 66 réunis pour le train des primeurs.

Cette lutte qui a été possible et victorieuse grâce au soutien de tous : syndicats (CGT et Confédération paysanne), politiques, associations écologiques et citoyens !

Les wagons exploités pour ce transport de frais ont été restaurés, le train constitué de 12 wagons/jour reste toutefois un démarrage plutôt modeste. Un soutien financier de l'État est engagé jusqu'en 2024, mais aucun projet d'avenir pour pérenniser ce trafic n'est annoncé. Ne nous leurrions pas, l'année 2025 est l'échéance de fin des subventions publiques (14 millions d'€), ce pourrait être aussi la fin de l'exploitation de cette ligne !! Parallèlement un projet d'autoroute ferroviaire (pour des trains transportant des conteneurs et des semis de camions embarqués) doit se développer entre Le Boulou et Gennevilliers ainsi qu'entre Barcelone et Anvers. Le passage par Perpignan Saint-Charles et Rungis se concrétisera-t-il ? Pour cela, il faudrait engager un ambitieux projet d'aménagement de plateforme rail-route sur les site de Rungis. À ce jour, ces travaux ne sont ni engagés, ni annoncés ; les modalités d'exploitation de cette autoroute ferroviaire non plus. Tous ces éléments laissent supposer une opération provisoire, temporaire plutôt opportuniste en lien avec le calendrier électoral. Nous devons rester vigilants et mobilisés pour que ce fret ferroviaire perdure et se développe notamment au marché Saint-Charles.

C'est une nécessité de santé publique et de contribution à la préservation du climat en cohérence avec l'accord de Paris sur le climat (...).

(Suit un argumentaire précis sur l'enjeu écologique que nous reprendrons dans un prochain numéro.)

Les élus de la Région n'ont pas perdu leur temps

Le 21 octobre, la Région Occitanie a pris deux initiatives dans le cadre de la reprise des circulations du train dit des primeurs.

Les deux vice-présidents, Agnès Langevine et Jean-Luc Gibelin, représentant la présidente, Carole Delga, ont, en début de matinée, convié à une réunion au marché Saint-Charles la direction du marché, des représentants d'importateurs, des grossistes, les acteurs de la filière bio ... Patrick Cases, conseiller régional, les accompagnait, ainsi que la présidente du conseil départemental 66.

Cela a permis de préciser à toutes et tous combien la gestion du dossier de la reprise des circulations du train avait été géré en groupe très restreint au niveau gouvernemental, sans les territoires.

La proposition de s'appuyer sur cette reprise pour pousser les attentes du territoire a été validée.

Rencontre avec les syndicats

Ils sont allés ensuite sur le quai d'embarquement du train des primeurs au début de l'initiative de la CGT. Une rencontre avec le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, et le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots a eu lieu. Pierre Lacaze, Jean-Marc Biau et Jérôme Monamy, conseillers régionaux, y ont aussi participé. Une identité de vue s'est dégagée à propos des responsabilités de l'État. La nécessité d'une rencontre avec tous les intervenants dans le dossier a été partagée.

Patrick Cases conseiller régional PCF

La pugnacité du syndicat CGT a payé avec les associations et les Partis politiques. Les élus communistes ont pris toute leur place dans ce combat. La Région et le Département ont joué leurs rôles. Nous devons rester vigilants, le train des primeurs ne doit pas siffler trois fois et disparaître. Le territoire, les citoyens des Pyrénées orientales ont besoin d'une vraie politique de transport des marchandises, non pas un simple train électoral. La voix est réouverte alors nous avons besoins de tous les acteurs de la filière, des citoyens, des paysans, des chargeurs nous devons consolider cette victoire et construire « un train d'avance ».

© Jean Pouech



Recherche scientifique et universitaire

Un cri d'alarme

Quinze chercheurs membres de l'Académie des Sciences alertent sur la gravité de la situation de la recherche et des chercheurs dans notre pays.

La recherche scientifique en France subit depuis de longues années une dégradation qui ne cesse de s'aggraver. Déjà mise en question par les syndicats et par la mobilisation des chercheurs, cette dégradation est dénoncée par un groupe de scientifiques renommés. Quinze membres de l'Académie des sciences, parmi lesquels Jean-Pierre Changeux et Catherine Bréchnignac, publient un texte qui souligne les faiblesses de la recherche et de l'innovation dans notre pays et propose sept actions d'envergure. En premier lieu, l'augmentation des financements et une plus grande place accordée à la science. Ces chercheurs sont très inquiets du poids démobilisant de l'administration et affirment nécessaire de rehausser l'importance de la science auprès de la classe politique. Dans le même temps, il faut confier aux scientifiques reconnus et ouverts au dialogue la gouvernance des grands organismes scientifiques en réduisant la charge excessive et démobilisante de l'administration. Il

faut consolider les choix scientifiques en appuyant la coopération public-privé sur les exigences des défis sociétaux et en préservant le rôle incontournable de la recherche fondamentale. Pour exemple, l'insuffisance de financement qui a gravement limité les recherches sur les vaccins et les agents antiviraux depuis la crise du SRAS en 2003 a fortement affaibli notre capacité à traiter au mieux les effets de l'actuelle pandémie.

Accroître les moyens, en financement comme en personnels

Les signataires insistent aussi sur la nécessité de mettre fin à la « misère » de la situation des jeunes chercheurs. Seule solution pour les garder et pour assurer les progrès de la recherche. Ceci fait écho aux revendications de l'ensemble du monde de la recherche et implique, pour éviter qu'ils s'enfuient à l'étranger, de leur assurer dans un contexte amélioré des places dans les laboratoires et les centres de



Irène et Frédéric Julio Curie découvreurs géniaux.

recherche, ainsi qu'à l'université.

Le parti communiste, conscient du rôle irremplaçable de la recherche fondamentale pour faire progresser les connaissances, soutient de telles propositions. Il voit dans un accès beaucoup plus vaste aux connaissances

scientifiques une visée émancipatrice pour les citoyens, en leur donnant les moyens intellectuels et culturels de comprendre le monde dans lequel ils vivent, d'y exister et d'y agir librement.

Yvette Lucas

Mémoire et dignité

Carrière de Châteaubriant

Il y a 80 ans, 27 otages, la plupart communistes, étaient fusillés par les nazis.

C'était il y a 80 ans, un jour de grand beau temps dans la carrière de Châteaubriant. Ils étaient 27, pour la plupart communistes, syndicalistes. Ils sont tombés en criant une dernière fois « Vive la France ! », « Vive 1789 ! », « Vive le Parti communiste ! » Le plus jeune avait dix-sept et s'appelait Guy Moquet.

Le 22 octobre 1941, 27 hommes, qui ne s'étaient pas résignés à voir leur pays tomber aux mains des nazis, furent exécutés à Châteaubriant tandis que 21 autres tombaient sous les balles des

bourreaux à Nantes, Suresnes et au Mont Valérien. Ces assassinats eurent lieu en représailles à l'exécution du Feldkommandant de Nantes. Les otages avaient été choisis par le ministre de l'Intérieur de Pétain parmi une liste fournie par les autorités allemandes.

C'était parce qu'ils avaient combattu les politiques de collaboration et les occupants nazis – et bien avant juin 1941 comme on continue malhonnêtement de le faire croire –, qu'ils avaient été arrêtés, emprisonnés, parfois torturés. Ils furent choisis car on les jugeait les plus dangereux, les plus syndicalistes, les plus communistes.

Aujourd'hui, à l'heure où les pseudo-historiens, les philosophes naufragés se vautrent dans le révisionnisme historique, Zemmour faisant de Pétain le sauveur des Juifs, Onfray affirmant que « Moquet père et fils » avaient appelé à collaborer avec les nazis, les fusillés de Châteaubriant n'échappent pas à la défiguration de la mémoire.

D'où l'importance de rappeler, dans le combat contre le retour du pire de l'extrême droite française, ce que fut le courage et la dignité de ces résistants de la première heure.

R.G.

Témoignage

Odette Nilès, officier de la Légion d'Honneur et présidente de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt.

« J'avais 17 ans et j'étais internée comme eux, dans le camp de Choisel, à Châteaubriant, quand ils ont été fusillés comme otages en représailles, après que le lieutenant-colonel Hotz ait été abattu à Nantes. C'étaient des pères, des frères, des oncles, des cousins, dont le seul tort était d'avoir défendu leurs idéaux et refusé le joug allemand. 27 de mes camarades sont morts pour la France ce jour-là. Il y avait des jeunes, comme moi, qui auraient eu toute la vie devant eux. Comme Guy Môquet, qui s'était épris de moi.

Contrairement à nous autres, détenus, ils ont vite compris qu'ils allaient être exécutés. Mais ils n'ont pas cherché à se rebeller, à provoquer une mutinerie car ils savaient qu'elle se terminerait dans un bain de sang. Ils ont choisi de monter, le front fier, dans les camions, qui les menaient vers une mort certaine, en hurlant une Marseillaise, reprise par les 600 internés. Elle résonna dans tout Châteaubriant, ce mercredi, jour de marché. Comme elle me hante encore aujourd'hui. Ils voulaient que leur sacrifice bouscule les consciences et nourrissent un vent d'indignation et de révolte.

Partout, en France et dans le monde, on a entendu parler des fusillés de Châteaubriant. Hélas, cela n'a été que la première d'une trop longue série d'exécutions massives. J'ai perdu d'autres camarades. Mais je reste persuadée que le retentissement de ces exécutions a définitivement fissuré la politique de Vichy et l'image de l'occupant nazi aux yeux de la population.

De tout mon cœur, à bientôt 99 ans, je souhaite qu'on ne les oublie jamais et qu'on célèbre leur mémoire, de nombreuses décennies encore, bien après ma mort, comme ils nous l'ont demandé. »

Chaque année des centaines de militants se rassemblent sur le site.



Plus d'articles chaque semaine sur www.letc.fr

États-Unis

Mort de Colin Powell

L'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell, est mort le 18 octobre, à l'âge de 84 ans, des suites de complications de la Covid-19. Il restera comme le premier Afro-Américain à avoir accédé aux postes de conseiller à la sécurité nationale (1987-1989) sous la présidence de Ronald Reagan, de chef d'état-major des armées (1989-1993), sous George Bush père et Bill Clinton durant lequel il avait dirigé l'opération « Tempête du désert » en 1991 en Irak. Puis, chef de la diplomatie américaine (2001-2005), il avait défendu, en 2003, à l'ONU, la thèse de la détention d'armes chimiques par le régime de Saddam Hussein, qui entraîna la seconde guerre du Golfe.

Colin Powell, républicain, a toujours été très critique envers Trump. Il avait soutenu Hillary Clinton en 2016 et Joe Biden en 2020.

Israël

Non à l'expulsion de Salah Hamouri

Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, défenseur des droits humains, est à nouveau sous la menace d'une expulsion définitive de son pays, la Palestine. Début octobre, Ayelet Shaked, ministre de l'Intérieur Israélien, a signé la révocation du statut de résident permanent de Salah Hamouri. Celui-ci ayant fait appel de cette décision, l'appel a été rejeté. On sait que cette révocation pourrait l'obliger à quitter Israël et de ce fait ne plus pouvoir vivre en territoire palestinien. Cette décision est une « décision raciste qui fait partie du plan israélien de nettoyage ethnique des Palestiniens de Jérusalem », a-t-il dénoncé.

Rappelons que Salah Hamouri, né d'une mère française et d'un père palestinien à Jérusalem-Est, n'a pas la nationalité israélienne mais un permis de résidence qui lui permet de circuler sur l'ensemble du territoire israélien et en Cisjordanie.

M.D.

Maroc

Mohamed VI se fâche

Le souverain marocain n'aime pas la liberté de la presse.

Le royaume du Maroc a assigné le journal *l'Humanité* en justice pour diffamation, après avoir été confondu par l'association Forbidden Stories dans le scandale des écoutes par le logiciel espion Pegasus. Après nos confrères du *Monde*, de *Radio France* et de *Médiapart*, c'est au tour de *l'Humanité* d'entrer dans le viseur des autorités marocaines. Cette manœuvre d'intimidation cible la journaliste Rosa Moussaoui, dont le nom figurait dans la liste des personnes espionnées et qui, à plusieurs reprises dans les colonnes de *l'Humanité*, a courageusement fait état des pressions, harcèlements et barbouzeries en tout genre exercées au Maroc contre des journalistes, des avocats et des personnalités progressistes diverses défendant

les droits humains. Cette agitation procédurière n'est ni un signe de force, ni un témoignage de sérénité. D'autant que les preuves de l'utilisation par le Maroc du logiciel fabriqué et supervisé par la société israélienne NSO sont légion et accablantes. Ils et elles seraient 30 000 à figurer sur les listes des personnes espionnées par le palais : militants politiques et syndicaux, avocats, défenseurs des droits de l'homme, journalistes, élus, jusqu'aux plus hautes autorités de l'État français qui, jusqu'ici, n'a pas eu le courage de manifester sa réprobation face à ces pratiques hostiles et attentatoires à la dignité des citoyens français.

Se mobiliser partout pour la liberté de la presse

Un appel pour soutenir les journalistes poursuivis par la vindicte de Mohamed VI a été lancé. Cette affaire révèle les difficultés que le pouvoir marocain a avec les droits de l'homme et la liberté de penser et d'informer. Si la main mise sur le pays du nouveau souverain n'est plus aussi brutale ni sanguinaire que ne l'était celle exercée par son père Hassan II, elle n'en n'est pas moins stricte. Les journalistes de *l'Humanité* ne céderont jamais aux pressions d'un pouvoir qui a la prétention de leur dicter leurs écrits. Aujourd'hui comme hier, la liberté de la presse est un des fondements de la démocratie qu'il s'agit de défendre avec force, ici comme ailleurs.

R.R.



Mohamed VI s'attaque à la presse Française.

Rome

Néo-fascistes

Des militants d'extrême droite mettent à sac le siège de la confédération générale Italienne du travail, plus grand syndicat italien de salariés.

Depuis le samedi 9 octobre, les syndicalistes se relaient jour et nuit. Et pour cause, ce jour-là, en marge d'une manifestation contre le passe sanitaire, incitée par des néofascistes, des dizaines de personnes ont fait irruption dans les locaux de la première organisation syndicale italienne, blesant des policiers, détruisant du matériel et saccageant une œuvre d'art. Sur la façade, le gigantesque portrait du dirigeant syndical historique Luciano Lama, dont on célèbre le centième anniversaire de la naissance, a été volé. Il sera remplacé. En attendant, comme un symbole de résistance, des dizaines de drapeaux rouges sont plantés dans les jardinières sur le

trottoir. « Il faut saluer les femmes de ménage, tient à préciser Silvana. Tout a été remis en ordre, elles ont commencé à 4 heures du matin dimanche et ont fini à 4 heures du matin le jour d'après. » C'est la maison des travailleurs qui a été prise d'assaut.

Vacciné depuis le 25 avril 1945

Il était temps de dire stop. Ils étaient des dizaines de milliers, à Rome, à défilier à l'appel des trois confédérations syndicales pour dire « plus jamais de fascisme ». Pietro, métallurgiste de la Fiom-Cgil à Reggio Emilio, était présent. « On a vécu cette attaque comme une attaque contre nous tous, contre le monde du travail », témoigne-t-il. Il

ne pense pas qu'il y ait un danger de généralisation des violences dans l'immediat, mais « le danger existe si les gens n'en prennent pas conscience ». Un militant du syndicat UIL fend la foule, arborant une chasuble « Vacciné depuis le 25 avril 1945 », date de la libération de l'Italie. Dans le cortège également, l'Association nationale des partisans italiens, l'organisation d'anciens résistants qui s'est ouverte aux générations d'après-guerre. Sous la banderole du comité milanais, Longhi, la cinquantaine, explique sa participation : « Nous sommes contre ceux qui veulent faire renaître le fascisme des années 1920. »

Roger Rio

Brésil

Crime contre l'humanité

L'enquête menée par la commission parlementaire du sénat brésilien vient d'être rendue publique. Elle met en cause la responsabilité du gouvernement de Jair Bolsonaro, dans la grave pénurie d'oxygène qui a causé la mort de dizaines de patients par asphyxie à Manaus, mais aussi le discours anti-confinement de Bolsonaro, son déni face à la gravité du Covid-19, qu'il avait qualifié de « grippette ». Elle va jusqu'à dénoncer un « crime contre l'humanité ». Mais la procédure a peu de chance d'aboutir car Jair Bolsonaro bénéficie de soutiens au parlement qui sont à même de lui éviter l'ouverture d'une procédure de destitution. De même, le procureur général Augusto Aras, l'un de ses alliés, peut faire barrage à toute inculpation.

Il n'en demeure pas moins que ces accusations, aussi graves soient-elles, ont une portée surtout symbolique.

M.D.



Amiante

La qualité de l'eau et de l'air en danger

À Saint Hippolyte, l'enfouissement de l'amiante au Fourat pose question.

La réunion d'information animée par l'association « Saint Hippolyte-Claira Environnement » a réuni 52 participants. Ils s'opposent totalement à l'enfouissement et à l'entassement des 44 500 tonnes d'amiante lié au site El Fourat. Le patron du site El Fourat environnement était présent.

Le rapport du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), pourtant contestable pour tous ceux qui connaissent le terrain, reconnaît qu'il existe un risque pour la nappe phréatique et pour la population. La présence du patron de la décharge n'a pas empêché l'association de développer un argumentaire prouvant que le danger serait important pour la santé et l'alimentation en eau potable de tous les salanquais. La nappe quaternaire, utilisée actuellement dans cette zone pour l'agriculture et les forages

privés, sera un jour indispensable au vu de l'effondrement de la nappe Pliocène, et des besoins en hausse d'eau potable. Sa contamination menacerait les productions agricoles et l'eau des piscines tandis que l'évaporation de l'eau d'arrosage pourrait aussi polluer l'atmosphère. « *La pollution de l'atmosphère par les poussières de ciment et les éventuels envols de fibres d'amiante issus de la colline amiantée de 10 mètres de haut, serait aussi une menace grave pour la santé des riverains qui habitent ou travaillent à 100 mètres de cette décharge* ».

Une motion aux institutions élues demande la recherche d'un autre site adapté

Alors que le patron d'El Fourat a affirmé que son projet a obtenu le soutien de la Région, du Département,



Une colline d'amiante de dix mètres de haut serait une menace pour la santé des riverains.

de la Communauté urbaine Perpignan Méditerranée et du SYDETOM, les participants ont adopté à l'unanimité une motion leur demandant de s'opposer à ce projet et de demander l'étude d'une solution alternative. Il n'est donc nullement question de laisser l'amiante sans décharge mais bien de trouver un site adapté sans risques pour la population et l'eau potable. Il y a 3 ans pour

cela. Et ces sites existent, plus éloignés de nappes phréatiques de surface. Les participants ont ensuite invité les citoyens à manifester leur opposition au projet en s'adressant par mail à pref-EPfouratenvir@pyrenees-orientales.gouv.fr ou par courrier adressé au commissaire enquêteur à la mairie de Claira.

M.M

Enseignement du Catalan

Haro sur les Catalans

La municipalité de Perpignan tente d'empêcher un projet de l'établissement scolaire La Bressola.

Aliot s'emploie depuis son élection, et même un peu avant, à donner l'image d'un gentil garçon. Certes il s'est augmenté grassement, il s'est entouré d'une bande qui

n'aime la démocratie qu'en laisse, il a fait les beaux yeux à la police municipale, il aime la police, il a transformé la ville de « catalane » en « rayonnante » et a mis du tricolore là où il y avait du sang et or... Mais rien pour se mettre l'opinion publique à dos. Avec l'épisode du croche-patte fait à la Bressola pour l'empêcher de créer dans les locaux de l'ancien couvent des clarisses un établissement scolaire, collège, lycée voué à l'enseignement du catalan il se dévoile. Comme si, pour lui, la seule langue de la république française était, restait le français : il ne sait pas que la loi dit le contraire, et que dans le cadre de cette loi, aussi bien dans le service public, qu'hors du service public, le catalan est enseigné, comme d'autres langues, dites régionales, de la république. Pour être sûr de gêner un maximum, il laisse la Bressola monter le dossier, obtenir soutiens et subventions ; son premier adjoint déclare que la mairie n'exercera pas le droit de préemption sur ce lieu. Un

sous-seing privé est signé le 6 août. Le 30 septembre, six jours avant la date limite pour déposer un droit de préemption, la Bressola est avisée que la municipalité a exercé ce pouvoir.

Branle bas de combat du côté de la Bressola, actions en justice, appel à manifester qui a mis dans la rue de la ville plus de 2000 personnes pour que le maire retire son droit de préemption. Mais le maire en question nous joue la victime, « *ce sont des actions politiques qui me veulent du mal* ».

Quant au projet pour le couvent Sainte Claire, c'est silence radio... Son penseur culturel, un certain Bonnet, envisagerait-il un mausolée pour Sainte Rita à qui le Bonnet en question voue une adoration sans limite ? Je suis certain que pour Aliot Sainte Rita compte beaucoup plus que quelques jeunes catalanistes qui saperait les fondements de la France éternelle.

Jean-Marie Philibert

Plus de 2500 manifestants de Catalogne nord et sud.



Banyuls

Les communistes solidaires des employés municipaux

L'obligation légale faite aux communes de passer aux 35 heures effectives pour leurs salariés au 1 janvier prochain devrait se traduire pour les salariés territoriaux de Banyuls par une augmentation de leur charge de travail 11 jours ½ par an. Une régression inacceptable, alors que le métier est dur et que, malgré la législation, il n'y a toujours pas de plan de formation pour eux dans cette localité. Autant dire que les propositions de Fabien Roussel sur l'emploi ont été particulièrement bien accueillies mardi dernier. Une rencontre est prévue pour bientôt.

Jean-Michel Galano



Campagne PCF

Sur le terrain pour débattre !

Dans le cadre des présidentielles 2021, Fabien Roussel candidat PCF lance « la campagne pour l'emploi et le pouvoir d'achat ». Elle rencontre un bon écho auprès des citoyens des Pyrénées-Orientales.

« Les questions de l'emploi et du pouvoir d'achat sont au centre des préoccupations des français. Elles se heurtent aux politiques menées actuellement par le gouvernement, vouées à l'échec, car il se refuse à mettre en œuvre des moyens pour créer des emplois et des formations, et les sécuriser. C'est encore plus vrai dans notre département, où l'emploi pérenne fond comme neige au soleil avec la destruction des services publics et des délégations de l'État, pour être remplacé par des emplois saisonniers, contractuels, précaires et mal payés ». Ces quelques mots du responsable communiste plante simplement le décor.

Dans ce cadre, « la campagne pour l'emploi et le pouvoir d'achat » lancée par le PCF et son candidat à la présidentielle Fabien Roussel, rencontre un écho certain. « Les propositions précises de sécurisation de l'emploi par la formation, la proposition d'un grand service public de l'Énergie, du médicament ou la créa-

tion de 100 000 emplois à l'école et dans la fonction publique font mouche. Il en va de même du projet de création d'un CDI saisonnier ».

En prise avec le réel

Loin des relents nauséabonds de certains qui envahissent les écrans, les multiples discussions avec les salariés témoignent à la fois d'une angoisse du lendemain, d'une colère certaine et, lorsque elles sont explicitées, d'un réel intérêt pour des solutions alternatives. C'est le sens des premiers échanges menés à l'entrée des entreprises (hôpital de Perpignan, les employés communaux de Banyuls et d'Argelès, du centre de tri de Saint-Genis), avec les cheminots... et sur les marchés comme à Prades, Collioure, Port-Vendres ou Elne... ou encore, lors d'apéros débats comme à Alénia. Le PCF 66 déclare : « Nous allons multiplier et amplifier ces rencontres dans le département ». D'ores et déjà, il a invité la CGT et la FSU le mercredi 10 novembre autour d'une table ronde sur

l'emploi. « Il s'agira dans un premier temps d'échanger sur la situation de l'emploi dans les PO, puis de prendre connaissance des propositions respectives et enfin d'établir des possibilités d'actions communes ». Puis, le samedi 13 novembre le PCF appellera la population à se rassembler devant la préfecture pour revendiquer un meilleur pouvoir d'achat. Enfin le dimanche 21 novembre à Paris, place Stalingrad, avec Fabien Roussel, « avec des délégations de ceux et celles qui luttent en France, nous mettrons en commun nos expériences et propositions pour qu'elles deviennent celles que notre candidat portera pour la campagne des présidentielles ».

Du travail en perspective et « une démarche d'aller-retours, de constructions interactives qui représente un vrai challenge pour les militants ». Sans aucun doute, la campagne de terrain sera vive et animée dans les Pyrénées-Orientales.

Marie Françoise Sanchez

Alénia
Comité local des jours heureux

Une trentaine de participants a répondu à l'invitation des communistes d'Alénia pour débattre emplois et pouvoir d'achat. Dans une brève introduction Jacques Pumaréda a rappelé combien il fallait donner du sens au travail pour que la production de richesses et de services soient utiles socialement dans une société émancipatrice. Les propositions portées par le candidat du PCF Fabien Roussel étaient évoquées : « Pour dépasser le capitalisme, nous proposons une sécurité d'emploi, de formation et des revenus avec de nouveaux critères de gestion ». Réindustrialisation, hausse des salaires et des pensions, droit à la formation, pouvoir aux salariés dans l'entreprise autant de propositions débattues par les participants. Pour les services publics, l'accent a été mis sur la Poste d'Alénia et les nouvelles menaces qui planent sur une baisse des horaires d'ouverture. La constitution d'un collectif de défense de la Poste a été actée. Une belle rencontre qui en appelle d'autres dans les semaines à venir.



J.P

À la rencontre des personnels communaux

C'est à la pause de midi que les communistes des Albères sont allés, vendredi dernier, à la rencontre des personnels communaux d'Argelès-sur-Mer et ceux de la communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris. Des échanges très brefs, un accueil sympathique, tous les ingrédients réunis pour un premier contact. Le tract concernant les propositions pour l'emploi et les salaires portées par Fabien Roussel, candidat communiste aux présidentielles, a été bien accueilli.

Enseignants premier degré

La 20^{ème} Université d'Automne

Coorganisée par la section départementale du SNUipp-FSU 66, l'université s'est déroulée du 22 au 24 octobre à Port Leucate.

Moment fort de rencontres et d'échanges entre la profession enseignante et la recherche, l'Université d'automne du syndicat SNUipp-FSU

(syndicat d'enseignants majoritaire dans le premier degré) c'est trois jours de réflexion, de mise en commun de pratiques de classe et d'apports des travaux de la recherche qui regroupe

quatre cents enseignants et enseignantes venus des quatre coins de France.

Une trentaine de chercheurs et intervenants étaient présents avec notamment :

Bernard Lahire sur les inégalités scolaires, Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène sur la laïcité, Luc Abbadie sur l'urgence écologique, Laurence de Cock comme grande témoin de l'Université d'automne.

Des débats riches et variés qui ont également abordés des sujets « métiers » : maternelle, apprentissage de la lecture, éducation physique et sportive, éducation prioritaire, géographie, inclusion

scolaire, pédagogies alternatives...

Alors que sous le ministère Blanquer, les injonctions et prescriptions visant à réduire leur liberté pédagogique et à uniformiser de soi-disant « bonnes pratiques » pleuvent sur la profession, l'Université d'automne du SNUipp-FSU fut une vraie respiration pour penser le métier d'enseignant à notre époque.

Pour le SNUipp-FSU, le collectif est au centre de tout cela qu'il s'agisse des questions pédagogiques ou qu'il s'agisse de la défense des droits et des conditions de travail des personnels afin qu'ils assurent un service public d'éducation qui bénéficie à tous les élèves.



Une trentaine de chercheurs et intervenants étaient présents.

Rugby

Le Radeau de la Méduse

L'USAP prend l'eau sans modération à... Bordeaux (39-13).

Scène de naufrage pour des Catalans qui sont à plusieurs miles de la magnifique équipe bordelaise ? Naufrage peut-être pas, mais les joueurs catalans semblaient parfois bien perdus dans cette immense mer du stade Chaban-Delmas, entourés qu'ils étaient de 22 000 spectateurs. Notre ami Georges qui aurait fêté ses cent ans dernièrement aurait pu chanter : « *Non ce n'était pas le Radeau de la Méduse...* », mais, avec de la malice plein les yeux, il aurait pu aussi intituler l'une de ses chansons : « *Complainte pour être enterré à... Bordeaux* ». L'Union Bordeaux Bègles, l'UBB, est une équipe en plein devenir, habituée à jouer les phases finales championnat et coupe d'Europe, très proche d'une terre promise que l'USAP est encore trop incapable de pouvoir atteindre.

« *Pauvre USAP, pauvre misère* » qui domina son sujet ces dernières saisons en Pro D2, mais qui, en Top 14 fredonne déjà : « *Je me suis fait tout petit...* ». Avec l'espoir que les coé-

quippers du capitaine Mathieu Acebes n'aient pas commencé à « *effeuiller le chrysanthème qui est la marguerite des morts* ». Un jeu à la main très inefficace qui donne l'impression que les sang et or pourraient camper pendant des heures sur la ligne adverse sans pouvoir un jour la franchir. « *Le temps ne fait rien à l'affaire* » en quelque sorte ! Des lancers perdus en touche, des ballons repris devant pour offrir des pénalités à l'adversaire, des en-avant, des mauvais choix trop souvent. Oui l'USAP « *creusa lui (elle)-même sa tombe* » mais « *sans une ombre de méchanceté* », car les joueurs au blason « *ne sont pas des enfants de salaud, mais des amis franco de port, des copains d'abord* ». L'USAP a encaissé des essais que l'on peut qualifier de naïfs. D'aucuns souligneront par ailleurs le manque de rugosité de son effectif, même si « *ce ne sont pas des anges non plus* ». Quant à l'évangile il serait tout de même étonnant que beaucoup l'aient lu.

Mais qu'est-ce qui a donc fonctionné ?

La mêlée a été loin d'être ridicule, peut-être bien calée par le Roumano-Moldave de l'USAP Andrei Mahu et ses 2,05m pour 120kgs. Mahu le chêne qui, il n'y a pas si longtemps encore, « *vivait en dehors des chemins forestiers, ce n'était nullement un arbre de métier* » car arrivé en Pays Catalan il y a à peine quelques mois et ne connaissant visiblement pas toutes les ficelles du rugby. Il paraissait perdu et ne pouvait, dès lors, que progresser. C'est visiblement ce qu'il est en train de réaliser même si de graves lacunes persistent encore.

L'UBB a reçu l'USAP « *à bras fermés* », les Bordelais avaient ciblé ce match pour un bonus offensif et n'avaient rien à faire de « *l'humiliation de l'innocent châtié* ».

Avec samedi la venue de La Rochelle à Aimé-Giral, « *il y a péril en la demeure, mon vieux Léon* », car c'est encore une excellente équipe, finaliste cham-



Andrei Mahu.

pionnat et coupe d'Europe la saison dernière, qui va vouloir engranger des points au détriment des Catalans. En espérant que l'USAP pourra elle aussi faire sienne la devise « *sed fluctuat nec mergitur* » et que ce ne sera pas que de la littérature !

Jo Solatge

PS: Mille excuses pour les lecteurs qui ne connaissent pas... Georges Brassens. Si j'apprends qu'il en existe encore, alors « *je serai triste comme un saule* ».

- annonces légales - annonces légales -

BRISEMA DE LA POURRIERE SCI au capital de 145800 € Siège social: 1 Rue Des Micoouliers 66380 Pia 508001096 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 10/10/2021 a décidé : de transférer le siège au 43 Rue Gaston Bouteiller 10 Lotissement Du Pin 81000 Albi à compter du 11/10/2021. Dépôt RCS ALBI.

SCOBEBA

EURL au capital de 7700 €

Siège social :

30 route de Mimizan,

40200 Saint-Paul-en-Born

439 961 087 RCS de Mont-de-Marsan

L'AGE du 21/09/2021 a décidé de transférer le siège social de la société 1 rue de Vernèdes, 66740 Laroque-des-Albères, à compter du 21/09/2021-Gérant : M. MUNOZ WILLY, demeurant 341 avenue de la Navarre, 40150 Soorts-Hossegor
Radiation au RCS de Mont-de-Marsan et réimmatriculation au RCS de Perpignan

AVIS DE CONSTITUTION

DERMO'K

Société par actions simplifiée

unipersonnelle

Au capital de 500€

Siège social : 58 boulevard Aristide Briand

66100 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 01/10/2021, il a été constitué sous la dénomination sociale DERMOK, enseigne : DERMOK, une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et

de sociétés

Objet social : L'exploitation d'un salon de soins de beauté. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité. La vente directe aux particuliers, aux professionnels. Formation en extension de cils et prothèse ongulaire. La vente de vêtements et accessoires.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 500 euros, il est divisé en 50 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 500 euros.

Présidence : Mme KASSOURI Kamilia, née le 10/06/1987 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : 20 rue Félix Gras 66000 PERPIGNAN est désignée en qualité de Présidente.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

FU-GI

Société à Responsabilité Limitée en liquidation

Au capital de 1 524,49 euros

Siège social : 1 Place Jean Barniquel, 66410

VILLELONGUE DE LA SALANQUE

Siège de liquidation : 1 Place Jean Barniquel, 66410 VILLELONGUE DE LA SALANQUE

421 881 848 RCS PERPIGNAN

Aux termes d'une décision en date du 25/10/2021, l'associée unique, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Mme Françoise FUENTES, demeurant 10 Rue Christophe Colomb, 66430 BOMPAS de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de PERPIGNAN, en annexe au RCS sera radiée dudit registre.

Pour avis, Le Liquidateur

En Català



Pits i pics

- Recordes lo de l'any passat d'aquella associació que va organitzar una pujada al Canigó per dones operades d'un càncer del pit...

- ...Ben segur, sobretot lo difícil que va ser d'obtenir l'autorització de fer-les pujar amb cotxes fins al refugi dels Cortalets...

- ... lo que no va ser permès als acompanyants, fossin adults o criatures, per preservar va la puresa del lloc, es clar. Doncs escolta lo que acaba de passar.

Una altra associació, d'esport, encapçalada pel mateix dirigent, organitza a Toluges una sessió de sensibilització a aquesta malaltia, dins del marc de lo que en diuen "octubre rosa". Bé, arriba una gent especialitzada en aquest tipus de manifestacions, amb les eines adequades, de fet sobretot un bust de dona de làtex, preparat amb boles per trobar palpejant. Tot se passa molt bé, molta gent participa, i se'n fa un article per posar al diari l'Indépendant.

- Bona feina, cívica, he llegit la cosa, i què?

- Un detall. Es veu que el diari no ha volgut posar una foto sobre la qual una dona porta aquell bust, diuen que no pot ser.

- Suposo que el bust li amaga els seus pits oi?

- Millor que això, el porta sobre els seus vestits; de fet és així que es fan les palpacions, amb una persona que porta el bust, i que de vegades és un home. Lo més estrany, és que en el mateix diari, al mateix dia, i amb el mateix motiu de "l'octubre rosa", hi ha un article sobre una empresa que fa rosquilles en forma de pit, amb una foto d'una dona posant-ne dues sobre els seus, clarament nus per sota...

- També ho he llegit, i la veritat és que és més aviat eròtic! Ja que per una banda no s'ha pogut posar la foto que dius, i que de l'altra es poden veure dues rosquilles amb una capacitat d'amagament per força molt reduïda, lo més estrany esdevé aquesta diferència de tractament...

- Alguna explicació deu haver-hi... m'agradaria de veure amb quina gimnàstica...

- i sinó?

- Sinó lo de la pujada al pic se tornarà a fer...

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site



Scan Moi



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Perpignan

Boîte à rire. Du mardi 26 octobre au samedi 6 novembre à 15h30 Théâtre jeune public, **Les mouches**. Les mardis et mercredis jusqu'au 15 décembre à 21h « **Coup de cœur chez les manouches** » Réservations au 06.60.27.40.36.

Comédie des K'talents. Du 28 octobre au 6 novembre les jeudis, vendredis et samedis à 20h30 « **La cerise sur le Gâteau !** » D'Antoine de Beauville

Palais des Congrès. Mercredi 3 novembre à 20h29 « **Le bonheur est dans la famille** ». One man show : **Sellig**

Théâtre de l'Archipel. Vendredi 29 octobre à 12h30 Concert sandwich Piano à quatre mains et à 20h30 : **Concert Claudio Capéo**. Jeudi 4 novembre à 20h30 à **Danse-Bach**. Entrée 20 €

El médiateur. Vendredi 30 octobre à 21h Concert **Têtes Raides** et **Josy l'Escarmouche** Tarif 25/22€. Jeudi 4 novembre à 21h : Concert : **Hide + Ghost Twist** Entrée libre

Canet en Roussillon

Clap ciné de Canet. Jeudi 4 novembre à 18h. Conférence « **Retirada** »

Céret

Salle de l'Union. Vendredi 5 novembre à 20h30 Octuor « **Tutti Bassi** » et la Soprano C. Rigaud. Entrée 12€

Pollestres

Salle Jordi Père Cerdà. Vendredi 5 novembre à 20h30. Spectacle d'**Etienne Nicoleau** « **Histoires vraies et erreurs de jugements** » Entrée 10€

Rasiguères

Maison du Temps libre. Apéro Conté : « **Légendes de villages** » avec **Wilfried Delahaie**.

Thuir

Théâtre des Aspres. Festival Théâtre d'Automne. Vendredi 29 octobre à 21h « **Loin de la Colchide** » par **Tururut-Théâtre**. Samedi 30 octobre à 14h30 : « **Facetagram** » Théâtre de l'Inattendu prix du jury au Festival Festteenval de Gardanne 2021 Samedi 30 octobre à 21h « **Louvalement, crieuse publique** » spectacle musical de et par **En Compagnie Imaginaire Crieuse publique** - Tout public (à partir de 6 ans).

Musiques

Une famille et deux concerts

Musique baroque pour Gabriel, musique romantique pour le quatuor Alternance, la famille Rignol et ses amis ont enchanté le public banyulenc.

L'histoire de la musique est jalonnée de la présence de familles de musiciens. À Perpignan, la famille Rignol s'intègre dans ce parcours, offrant à Banyuls le 24 octobre, deux concerts bien différents.

Une première partie baroque

Gabriel Rignol à la Rectorie proposait un voyage baroque à la guitare et au théorbe. À vingt ans, il a obtenu en août 2021 le premier prix du concours international de musique ancienne Maurizio Pratola. Avec son concert banyulenc, il prépare un nouveau concours. Bien composé, son programme se veut un récit de l'invention et du voyage de ses deux instruments. Un parcours infiniment doux. Des musiques choisies, de Corbetta et Gaspar Sans (en début et fin de concert), de Robert de Visée, Kapsberger, Castaldi, d'Italie, de France, du 17^e au début du 18^e qui invitent au repos et à la méditation. On apprécie la qualité du jeu, la concentration intime, la virtuosité discrète mais combien efficace de l'interprète, à qui l'on ne peut que souhaiter de poursuivre avec le succès qu'il mérite ce parcours dûment récompensé.

Incursion romantique

Le second concert, salle Novelty, nous mettait en présence

Le quatuor Alternance. De g. à dr. François Michel Rignol, piano, Juilen Malait, violon, Claire Hélène Rignol, alto, Daniel Brun, violoncelle.



Gabriel Rignol, au théorbe.

du quatuor Alternance : Julien Malait au violon, Claire Hélène Rignol à l'alto, Daniel Brun au violoncelle et François Michel Rignol au piano. Pour un autre voyage, au cœur des quatuors romantiques. L'accord profond entre les quatre musiciens donnait toute sa valeur à la première œuvre : *le quatuor avec piano en sol mineur N°1 KV 478* de Mozart. Cet accord indispensable se manifestait encore plus profondément avec *le quatuor avec piano en sol mineur N°1 op.25* de Johannes Brahms. L'œuvre, qui fut jouée pour la première fois avec Clara Schumann au piano, est un ensemble impétueux, avec des élans aussi excitants que variés. La partie pianistique d'une grande richesse semble tenir l'ensemble. Pas question pour autant que François Michel Rignol, dont les habitués connaissent la très grande finesse, outrepassé son rôle. Tout en maîtrisant et ne faisant aucune concession sur la force de sa partition, il a tenu de bout en bout jeu égal et hautement accordé à celui de ses compagnons occupés aux cordes. Ce concerto, d'une très grande ampleur et variété, remarqué pour son dernier mouvement : rondo alla zingaresca (révérence à l'esprit tzigane), a particulièrement comblé le public.

Yvette Lucas

Archipel

Que d'eau que d'eau !

En résidence à l'Archipel, la compagnie d'ici, Mercimonchou, présentait « La dignité des gouttelettes », sa dernière création, une rêverie aquatique et sensorielle.

Il y a une marque de fabrique Mercimonchou, cet univers poétique, onirique qui séduit petits et grands. Cette fois, Anna Thibaut et Sébastien Fenner, âmes de la compagnie, ont eu envie de travailler sur les éléments, en commençant par l'eau. D'où *La dignité des gouttelettes* coproduit avec l'Archipel où la compagnie était en résidence. Ce spectacle, à voir dès un an, était proposé le week-end dernier au Carré de l'Archipel avec quatre représentations avant plusieurs séances scolaires, crèches et centres de loisirs, avant une importante tournée en Occitanie. Il sera programmé à Alénia en janvier

2022. Sur scène, un homme et une femme agenouillés dans une sorte de mare, reprenant le geste ancestral des lavandières, trempent et retrempent un linge. Tout est noir autour, dont leurs amples robes, si ce n'est le linge blanc et l'eau qui scintille. Une musique aux accents asiatiques, juste quelques accords, accompagne les différents tableaux que compose ce couple. L'homme et la femme, avec une extrême lenteur vont et viennent révélant tantôt une gerbe de fleurs rouges, un poisson, un escargot, un flamant rose... des touches de couleurs pour éclairer l'atmosphère. Omniprésente, l'eau se conjugue en marre, clapotis, vague, torrent, pour finir en pluie, les deux acteurs souriant sous un parapluie.

C'est un bijou, un espace de rêve et de poésie que même les très jeunes enfants ont suivi en silence, les yeux écarquillés.



La dignité des gouttelettes, un espace de rêve et de poésie pour petits et grands.

N.G.

Concert

« La Commune de Paris » chantée par Voix libres

La chorale « Voix libres » dirigée par Isabelle Seralta ont donné frissons et émotion au public du théâtre de la Complicité.

A lors que choristes et musiciens sont en place, Sylvie, une des choristes s'avance et annonce. *Il y a 150 ans la Commune de Paris a*, pendant quelques semaines, tenté de changer le cours de l'histoire. La chorale « Voix libres » vous propose de revivre ces 72 jours révolutionnaires en chansons. A ce momen, *Le temps de cerises*, retentit dans une sensible interprétation. Le spectacle est lancé.

Durant une heure, textes, poèmes et chants illustrant les différentes étapes de la Commune se succéderont. De la guerre entre la Prusse et la France, la résistance des parisiens pour ne pas abdiquer contre l'ennemi, la misère, la faim, l'achat des canons des Parisiens, l'installation du Conseil insurrectionnel de la Commune de Paris et ses 72 jours d'espoir et de mise en place de réformes et d'avancées sociales, tout est dit, chanté, expliqué. Puis la

semaine sanglante, menée par des politiques conservateurs, refusant de dialoguer avec les communards par peur de perdre un soupçon de pouvoir et d'influence. Après avoir entendu un texte d'Arthur Rimbaud et d'autres chants tout aussi émouvants, les premières notes de, *La semaine sanglante*, résonnent dans la salle avec une force de résistance. Les frissons montent en chacun des spectateurs. Pas de relâche, pour le public, car l'International débute, et comme un seul homme, la salle se lève et chante avec le chœur. La place des femmes dans la lutte n'est pas oubliée. Louise Michel est à l'honneur par une autre choriste qui offre, *La chanson des prisons*, poème écrit en prison puis dans la foulée, *La danse des bombes*, retentit.

Force, conviction, partage sont les mots qui viennent à l'esprit à l'issu de cette représentation. Quoi de plus normal pour une chorale créée il y a 10 ans



La chorale « Voix libres » en représentation au théâtre de la Complicité.

pour chanter dans les manifestations. De tous les combats, *Voix libres* au delà d'une bande de copains aiment à porter les chants révolutionnaires et anarchistes. La Commune est leur second spectacle à thème. Le premier a été créé pour le quatre-vingtième anniversaire de la Retirada. Souhaitons qu'ils

poursuivent ce chemin, qu'ils continuent de nous faire vibrer et de nous faire chanter ce refrain de, *La semaine sanglante*, pour ne pas oublier ni abdiquer « *Les mauvais jours finiront. Et gars à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront* ».

Anne Guichet

Perpignan

Festival Musique sacrée

Une édition 2021 qui a su cultiver l'équilibre entre les grandes formations et l'accès du plus grand nombre, notamment de la jeunesse.



Noémie Waysfeld

Elisabeth Dooms, directrice du festival peut se réjouir du succès de l'édition 2021 du Festival de Musique Sacrée qui s'est achevée samedi soir sur les accents d'Afrique du Sud et du Nord de La nuit du monde. Après le festival de l'automne dernier brutalement stoppé par le nouveau confinement et l'attentat à l'église de Nice, le retour était un pari. Le public est revenu en nombre quel que soit le concert proposé, ne boudant ni les grandes formations reconnues, ni les découvertes, tant lors des séances payantes que gratuites. Autre dimension forte de la manifestation, l'attention portée aux jeunes, les différentes initiatives pour aller à leur rencontre, les faire participer. Citons dans un collège en REP une *Passion de Bach* devant des élèves ébahis. Citons aussi *La porte étroite*, un conte musical dû à Bertille De Swarte et Benoît Amy de la Bretèque, avec de jeunes solistes, le chœur d'enfants de l'Institut de recherche vocale et d'enseignement musical méditerranéen (IRVEM). À cette création participaient des enfants de CM2 de l'école d'Alembert 2 de Perpignan. D'autres animations en direction des enfants et des ados ont eu lieu en divers lieux de la ville, manière de former de futurs musiciens ou mélomanes. Et, tout au long, les jeunes ont bénéficié du tarif de un euro. Impossible d'évoquer les 24 rendez-vous de ce

marathon commencé dans une cathédrale comble pour une sélection d'*Ave Maria*. On pourrait évoquer l'excellence du Chœur de chambre *Les Éléments* interprétant, au cordeau, des chants romantiques et contemporains. On pourrait citer les pièces que le jeune Mozart devait produire à la chaîne à Salzbourg. C'était le Concert spirituel d'Hervé Niquet à l'Archipel, un chef toujours prêt à la rigolade mais quel talent !

Nous avons envie de parler du concert *Soul of Yiddish* avec au chant Noémi Waysfeld accompagnée de trois musiciens haut de gamme dont l'époustouflante violoniste Sarah Nemtanu. Chanteuse sublime, une voix au timbre profond, légèrement rauque, Noémi Waysfeld est toute entière tournée vers le public, son chant est comme un offrande. Elle a beau chanter en yiddish, elle est d'une telle expressivité qu'on a le sentiment de saisir la poésie des textes. Un répertoire à retrouver dans le dernier album du groupe.

Bach était, bien sûr, à l'honneur, réinterprété en mode électronique par Arandel et, le lendemain lors de la soirée baroque avec l'ensemble Le banquet céleste, des Cantates et un moment de grâce. Pour l'édition 2022, Musique Sacrée retrouvera la période pascale.

Nicole Gaspon

Livre Polar fouriériste

Mêler une réflexion sur l'Éducation nationale à une intrigue policière, c'est le pari de Jean-Marie Malbec avec un lycée idéal ?

Fin août se tenait le premier salon de littérature de Lluçà, aux côtés d'auteurs et auteures d'ici, était invité Jean-Marie Malbec qui dédiait son premier roman *Un lycée idéal ?* L'originalité de cet ouvrage est de mêler deux histoires, une intrigue policière et une réflexion sur ce que pourrait être un lycée où les élèves seraient heureux, le livre porte d'ailleurs comme sous-titre *Le jour où l'école a changé*. D'origine bretonne, Jean-Marie Malbec vient de prendre sa retraite de l'Éducation nationale, il enseignait la physique et chimie. Il est, par ailleurs, amateur de romans policiers. Que des raisons de se mettre à l'écriture, et il y réussit plutôt bien. À l'évidence, le métier de prof ne vous lâche pas facilement, avec ce livre notre auteur s'y est largement replongé croquant avec beaucoup d'humour et de réalisme les protagonistes d'un lycée, les petits travers des uns et des autres. Et il y a le lycée rêvé, celui que peu de profs connaissent, un lycée à la mode Fourier, transformé en phalanstère permettant à toutes celles tous ceux qui le peuplent de trouver bonheur et épanouissement. Par l'entremise de deux ados assez folklos (curieusement prénommés Cléon et Ithuriel), Jean-Marie Malbec fait surgir ce lycée de sa plume. Avant d'en être là, une mort tragique survient, l'inspecteur Trébor Razgrad (ça ne s'invente pas) mène l'enquête, portant sur l'institution scolaire un regard passablement perplexe. L'intrigue policière n'est ici qu'un prétexte, le vrai sujet du livre étant la possibilité d'un lycée où élèves et profs seraient heureux, sacré sujet !

N. G.

Résistance !

Certes les temps aujourd'hui ne sont pas aussi troublés : le pays n'est pas coupé en deux, nous n'avons pas subi une débacle qui a mis sur les routes des populations entières, les Allemands ne sont pas rentrés dans Paris, Pétain et Hitler ont disparu et ils ne peuvent plus se serrer la peluche. Nous ne sommes plus en 40-41.

Mais 80 ans après, les esprits le sont toujours un peu (troublés) au point qu'un pseudo futur candidat à l'élection présidentielle se sente obligé de réhabiliter la mémoire du Maréchal dont la droite extrême n'a jamais fait

son deuil, au point que le même, mais aussi quelques autres s'inventent un ennemi de l'intérieur qui mangerait aujourd'hui notre pain, profiterait de nos lois, coloniserait nos banlieues : il faudrait les bouter hors de France. Au point que le racisme se propage, que les solidarités s'étiolent.

Pour éviter l'éternel retour : réapprendre les leçons du passé

Rafraîchir les mémoires n'est jamais inutile. Il ne faut pas cesser de réapprendre les leçons du passé. Le 22 octobre 2021 nous avons commémoré l'assassinat par les nazis, en 1941, des otages de Chateaubriant. Leur sacrifice peut nous éclairer.

Le pays est alors occupé, la résistance en est à ses débuts. La situation est compliquée : Pétain tente de jouer la carte d'une entente impossible, pendant que de Gaulle de Londres commence à organiser un embryon d'armée, des actions de résistances commencent ici qui visent des officiers allemands. Il s'agit de montrer que la lutte continue, inégale, difficile, audacieuse. Le PCF, ce qu'il en reste, dans la clandestinité, est à la manœuvre.

Résister ! Le 20 octobre 41 Karl Hotz, responsable des troupes d'occupation du département de Loire inférieure est abattu à Nantes par un militant communiste Gilbert Brustlein membre d'un commando envoyé de Paris par l'OS

(branche armée de la résistance communiste). Pour répliquer à ses attentats qui commencent à se multiplier, les autorités allemandes veulent terroriser : un Allemand abattu ce seront 100 otages exécutés. Mais pour que le bon peuple voit dans ces attentats la main de l'étranger, pour les otages on choisit la piste « judéo-bolchévique » les méchants.

On exécute

À Nantes l'occupant demande l'exécution immédiate de 50 otages (50 autres devraient suivre), il y aura 30 communistes dont Guy Mocquet, le plus jeune, a 17 ans, 20 résistants de Nantes. Les communistes, pour l'essentiel, ont été arrêtés lors de la rafle d'octobre 40 et n'ont pas pu passer dans la clandestinité. Les otages sont regroupés, des prêtres catholiques les assistent, ils recueillent des lettres. Ils ne seront pas autorisés à les accompagner sur les lieux d'exécution. Les corps seront inhumés dans différents cimetières, dans des tombes anonymes. Mais la dispersion n'a pas empêché que les tombes des otages soient fleuries dès les premiers jours et pendant toute la durée de la guerre. La résistance ! Construite dans la douleur, dans le courage, dans le sacrifice, dans la solidarité, pour donner un sens qui perdure. Le sens de l'esprit de résistance toujours d'actualité.

Jean-Marie Philibert

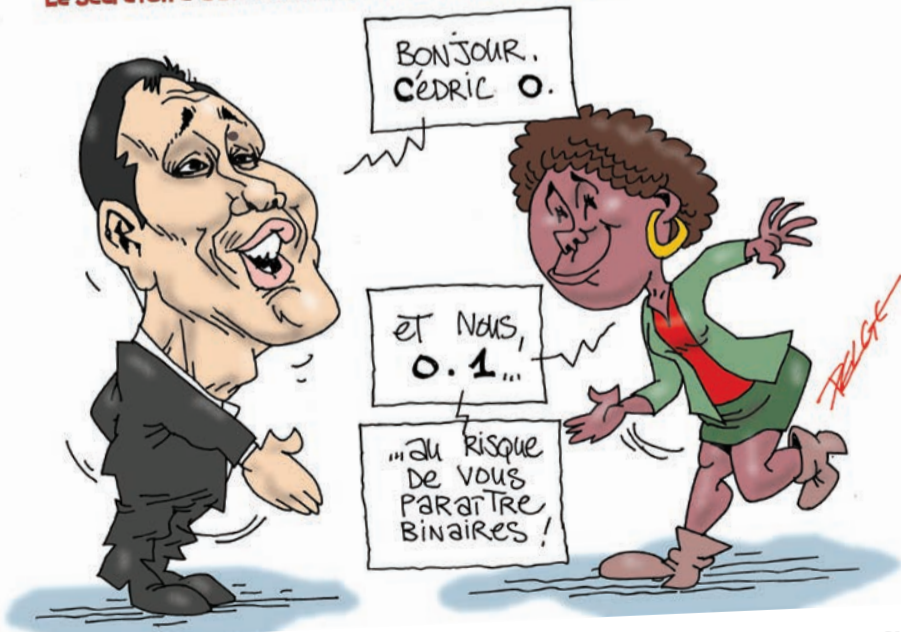
Et pour le poète René Guy Cadou

Ils sont appuyés contre le ciel
 Ils sont une trentaine appuyés contre le ciel
 Avec toute la vie derrière eux
 Ils sont pleins d'étonnement pour leur épaule
 Qui est un monument d'amour
 Ils n'ont pas de recommandations à se faire
 Parce qu'ils ne se quitteront jamais plus
 L'un d'eux pense à un petit village
 Où il allait à l'école
 Un autre est assis à sa table
 Et ses amis tiennent ses mains
 Ils ne sont déjà plus du pays dont ils rêvent
 Ils sont bien au-dessus de ces hommes
 Qui les regardent mourir
 Il y a entre eux la différence du martyr
 Parce que le vent est passé là ils chantent
 Et leur seul regret est que ceux
 Qui vont les tuer n'entendent pas
 Le bruit énorme des paroles
 Ils sont exacts au rendez-vous
 Ils sont même en avance sur les autres
 Pourtant ils disent qu'ils ne sont pas des apôtres
 Et que tout est simple
 Et que la mort surtout est une chose simple
 Puisque toute liberté se survit.



L'actu vue par DELGE

Le Secrétaire d'Etat au Numérique en visite à la Cité Digitale du Soler



Contraint à assister à son propre procès par la force publique, Sarkozy en sortira-t-il grandi ?



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

